



PROJET : « Engagement de la Société Civile pour la Promotion de la Santé, Droits Sexuels et de la Reproduction pour Tous au Togo »
Référence : HH95-XC3F-QS

**RECRUTEMENT D'UN CABINET / CONSULTANT POUR LA
REALISATION DE L'EVALUATION FINALE DU PROJET :
« Engagement de la Société Civile pour la Promotion de la
Santé, Droits Sexuels et de la Reproduction pour Tous au**

Termes de référence

Août 2021

1. CONTEXTE ET PRESENTATION DU PROJET

1.1. Contexte du projet

Le Mouvement-Pro-SSR pour Tous au Togo, constituée de 14 OSC dont le chef de file est l'ONG ADESCO, met en œuvre avec l'appui financier d'**AmplifyChange** le projet « **Engagement de la Société Civile pour la Promotion de la Santé, Droits Sexuels et de la Reproduction pour Tous au Togo** ». Ce projet a pour objectif de renforcer la société civile y compris les acteurs identitaires pour le respect des droits à la SSR pour tous à travers le réseautage au Togo d'ici 2021. Par ailleurs le projet veut promouvoir la Santé, Droits Sexuels et de la Reproduction (SDSR) des populations en général et des minorités sexuelles en particulier au Togo. Ce projet qui a une durée de deux (02) ans, décembre 2019 à novembre 2021, permettra à terme, de créer un environnement social favorable à la jouissance de la santé et des droits sexuels et reproductifs pour tous sans discrimination en identifiant et éliminant les normes et croyances néfastes qui alimentent les violations à la santé, droits sexuels et reproductifs de tous.

Afin de mesurer les effets et les changements apportés par le projet, il est prévu la réalisation d'une évaluation finale dont les principaux critères à évaluer sont entre autres la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la pérennité et la prise en compte des facteurs transversaux comme l'équité genre, la participation, l'inclusion et la non-discrimination. Cette évaluation sera orientée vers les résultats et les changements induits. A quelques semaines de la fin du projet, les OSC bénéficiaires de la subvention de AmplifyChange lance le processus de recrutement d'un Cabinet / Consultants pour procéder à l'évaluation finale du projet.

Les présents TDR sont élaborés dans le cadre de la sélection d'un cabinet/consultant pour l'évaluation finale du projet.

1.2. Présentation du projet

❖ Objectif du projet

Le projet vise à renforcer la société civile y compris les acteurs identitaires pour le respect des droits à la SDSR des minorités sans discrimination à travers le réseautage au Togo d'ici 2021.

❖ Résultats du projet

L'action répond aux résultats suivants du partenaire AmplifyChange :

- **Résultat 1** : Des mouvements plus forts et inclusifs en matière de SDSR
- **Résultat 2** : Meilleure prise de conscience individuelle de la SDSR en tant que droit de l'homme
- **Résultat 4** : Transformation des normes sociales

❖ Les grandes actions du projet

Pour obtenir les résultats susmentionnés, le projet développera des activités dans trois (03) domaines d'actions prioritaires qui sont :

- Le renforcement organisationnel et l'appui institutionnel aux 14 OSC constituant le mouvement Pro-SSR pour Tous ;
- Le renforcement des capacités des 14 OSC, leaders communautaires et religieux, des acteurs des services étatiques (de l'action sociale, de la santé et de la justice y compris les forces de l'ordre) ;
- L'information sur les droits à la SSR à travers notamment un guide de discussion, des outils de sensibilisation, des émissions radio-télévisées, des groupes de parole, etc.

❖ Les Bénéficiaires du projet

Ce projet cible toute la population togolaise en général et met un accent particulier sur :

- *Les OSC y compris les organisations identitaires et de jeunes ;*
- *Les élus locaux ;*
- *Les leaders Communautaires et responsables religieux ;*

- Le Ministère de la Santé ;
- Le Ministère de la justice ;
- Le Ministère de la sécurité ;
- Le Ministère de l'action sociale.

1.3. Les principaux indicateurs de résultats du projet

Indicateur principal 1 : Les bénéficiaires d'AmplifyChange ayant des besoins de renforcement de capacités ont développé et mis en place avec succès des plans de renforcement de leurs capacités organisationnelles.

- Les capacités organisationnelles des 15 OSC (04 OSC de coalition, 05 OSC LGBTQ, 05 OSC de SDDR, 01 OSC de jeunes) sont évaluées et un plan de renforcement de capacités est élaboré ;
- Les 15 OSC y compris les organisations des jeunes et des minorités sexuelles ont bénéficié d'un appui financier pour leur renforcement organisationnel en dans le domaine des SDDR ;
- Les 15 OSC y compris les organisations des jeunes et des minorités sexuelles ont mis en œuvre des plans visant à renforcer leurs capacités organisationnelles en matière des SDDR
- Une coalition forte, regroupant les 15 OSC y compris les organisations des jeunes et des minorités sexuelles, renforcée a défini une stratégie commune et mène les actions en faveur des droits à la SSR et des minorités sexuelles

Indicateur principal 2 : Production de nouvelles données/preuves relatives aux SDDR, ou synthèse de données existantes, ou comblement de lacunes majeures en termes de connaissances / attitudes / comportements, confortant le plaidoyer et l'engagement politique par des données fiables.

- Les données de base sur les connaissances, attitudes et comportements sur les droits des minorités sexuelles du Togo sont disponibles pour mener les actions de plaidoyer et influencer l'élaboration des politiques
- Les 15 OSC mènent des actions de plaidoyer soutenues par les données probantes issues de l'étude CAP
- Les stratégies d'amélioration du projet et autres interventions en matière de SDDR sont définies sur la base des leçons apprises
- Un document des leçons et enseignements appris tirés de l'expérience des 15 OSC est élaboré et partagé avec les parties prenantes

Indicateur principal 3 : individus, parmi les groupes marginalisés, ayant pris conscience des SDDR comme un droit humain, grâce aux actions de sensibilisation du programme.

- 100 acteurs des services de santé, justice, action sociale et OSC sont sensibilisés sur la SDDR à travers la célébration d'une journée internationale relative aux droits humains
- 20 membres des OSC ont amélioré leurs connaissances sur les droits à la SSR pour tous en lien avec les croyances, normes et sur la gestion des conflits en liens avec les droits des minorités sexuelles à l'issue d'un atelier national de formations de 3 jours
- 100 acteurs des services de santé, justice, action sociale et OSC sont sensibilisé sur la SDDR à travers la célébration d'une journée internationale relative aux droits humains
- 25 acteurs des services de santé, justice, action sociale et OSC ont amélioré leur connaissance sur la SDDR pour tous sans discrimination et témoignent leur soutien à lutter contre les VBG faite aux minorités sexuelles
- 100 membres de la communauté LGBTQ ont renforcé leur confiance et l'estime de soi
- 100 membres de la communauté LGBTQI ont une connaissance exacte sur leurs droits à la SSR
- 100 membres de la communauté LGBTQI maîtrisent les mécanismes de dénonciation des cas d'abus/violences faites à leur égard
- Des mécanismes de soutien et de solidarité sont développés et mis en place entre 100 membres de la communauté LGBTQI

Indicateur principal 4 : Soutien plus fort et plus affiché aux SDDR, et critiques moins virulentes, de la part des influenceur·euse·s clés. Ceux-ci/celles-ci sont défini·e·s comme : leaders traditionnels, communautaires ou religieux, les forces de l'ordre, les décideur·euse·s politiques (du gouvernement national et local), les célébrités, les figures politiques.

- Les OSC membres de la coalition et bénéficiaires disposent d'un guide de discussion communautaire sur les croyances, normes et sur la gestion des conflits en liens avec les droits des minorités sexuelles
- 20 membres des OSC ont amélioré leurs compétences pour la transformation progressive des croyances, normes néfastes à la jouissance par tous y compris les minorités sexuelles de leurs droits à la SSR à l'issu du projet
- 50 acteurs de l'action sociale, de la santé et de la justice y compris les forces de l'ordre ont une meilleure connaissance des droits à la SSR pour tous et les violences faites à l'égard des minorités sexuelles à l'issu du projet
- 05 leaders communautaires soutiennent les actions de promotion des droits à la SSR pour tous dans leurs localités à travers 04 fora de communautaires dans 4 localités
- 25 représentants des regroupements des leaders religieux et traditionnels ont renforcé leurs connaissances et pratiques sur les droits à la SSR pour tous des minorités sexuelles à l'issu du projet

Indicateur principal 5 : Amélioration de la couverture médiatique de la SCSR faisant preuve d'une compréhension globale et correcte des questions de SCSR sous l'angle des droits de l'homme.

- 600 000 personnes sont sensibilisées sur les droits à la SSR pour tous à travers l'animation de 12 émissions radio dans les 05 régions économiques du Togo, d'ici la fin du projet
- 840 000 personnes sont sensibilisées sur les droits à la SSR pour tous à travers l'animation une émission télévisée
- La charte des professionnels des médias « principe pour une meilleure information » est révisée avec une meilleure prise en compte des droits des LGBTQI

2. Objectifs de l'évaluation

L'objectif global de cette évaluation finale est d'apprécier les résultats du projet ainsi que l'impact des actions menées par rapport aux objectifs visés. De plus, il s'agit de tirer les principaux enseignements de l'intervention et de formuler des recommandations pratiques.

De façon spécifique,

- ✓ Apprécier globalement l'intervention du projet à travers les résultats atteints en comparaison avec les résultats escomptés tout en tenant compte du contexte interne et externe de mise en œuvre du projet.
- ✓ Analyser la logique d'intervention et de mise en œuvre du projet (opérationnalité) en relation avec les objectifs poursuivis par le projet
- ✓ Tirer les leçons de l'intervention du projet et formuler les recommandations

3. Méthodologie de l'évaluation

Pour cette mission d'évaluation, il sera demandé d'utiliser des méthodes participatives pendant la collecte et l'analyse des données.

Les aspects les plus importants à évaluer sont les suivants :

- La pertinence et la qualité de la conception du projet au regard des problèmes ou besoins réels identifiés
- L'efficience des moyens mis en œuvre pour la réalisation des activités et l'atteinte des résultats prévus .
- L'efficacité du projet en appréciant la qualité technique des activités, les méthodes et les approches utilisées surtout dans le domaine de la mobilisation sociale, la sensibilisation et la formation
- L'impact actuel du projet en appréciant les effets positifs et négatifs à court terme et une perspective à long terme au niveau pays et des groupes cibles en particulier .
- La viabilité potentielle ou la durabilité du projet en appréciant le degré d'implication des bénéficiaires et des autorités de la zone d'action du projet .

- La prise en compte de la notion de genre dans le projet en appréciant le degré d'implication des organisations identitaires dans la mise en œuvre du projet et leurs participations dans les instances de prise de décisions ·
- L'efficacité du dispositif de suivi/évaluation.

La formulation de questions évaluatives plus précises fera partie du travail le consultant.

4. Utilisateurs du rapport de l'évaluation

AmplifyChange, les 14 OSC du Mouvement Pro-SSR, les partenaires étatiques et autres acteurs de la société civile seront les principaux utilisateurs du rapport de l'évaluation et de toutes les données issues des enquêtes quantitatives et qualitatives. Après sa validation et finalisation, l'équipe de coordination du projet, l'ONG ADESCO et les autres OSC bénéficiaires de la subvention de AmplifyChange se feront le devoir de le partager avec les différentes parties prenantes à la mise en œuvre du projet.

5. Livrables attendus

Dans le cadre de la conduite de cette évaluation, il est attendu :

- Le rapport de l'atelier méthodologique convenue ainsi que le plan d'analyse des données y compris les outils
- Le rapport provisoire
- Le rapport définitif assorti de recommandations

6. Calendrier de la mission

La mission est prévue pour durer vingt-cinq (25) jours ouvrables à partir de la date de signature du contrat. Le calendrier de mise en œuvre comportera les étapes suivantes :

- Revue de la documentation et élaboration de la méthodologie, du plan de travail, des outils de collecte de données
- Atelier de validation de la méthodologie de conduite de la mission
- Formation et déploiement des enquêteurs
- Collecte de données sur le terrain
- Traitement et analyse des données collectées
- Production de rapport provisoire
- Ateliers de validation du rapport
- Production du rapport final de l'évaluation
- Soumission du rapport

7. Profil et compétences recherchés

Le Consultant ou le chef de mission du Cabinet doit :

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (BAC + 5 au moins) en sciences sociales, juridiques, sciences de gestion ou justifié d'une expérience équivalente ;
- Disposer au minimum de cinq (05) années d'expériences pertinentes dans la conduite d'études en sciences sociales
- Disposer d'au moins trois (03) années d'expériences dans la réalisation d'étude sur l'évaluation de projets ou programmes
- Avoir une grande expérience en matière de traitement et d'analyse et de synthèse de données qualitative et quantitative ;
- Avoir une bonne maîtrise des processus d'accompagnement des associations et des réseaux/coalitions de grande envergure, spécialement le mouvement associatif

- Posséder des connaissances avérées et prouvées sur les questions de la Santé sexuelle et de la reproduction

8. Présentation des offres techniques et financières

Sur la base de ces Termes de Référence, l'ONG ADESCO invite des Cabinets ou Consultants à soumettre leur offre technique et financière, accompagnée des CV et des diplômes, une présentation du cabinet ou du consultant avec une lettre adressée à Monsieur la Directeur Exécutif de l'ONG ADESCO, **au plus tard le mercredi 17 septembre 2021 à 16h 00 à l'adresse suivante : adescoadesco@yahoo.fr et copie à datagninadz@yahoo.fr, tekita333@yahoo.fr, daotchaoukossi@gmail.com** avec mention en objet : 'AMI_EVA_FIN_Nom caninet/Consultant'

Les deux offres seront préparées en police calibri, taille 11, interligne 1,15.

13. DES MESURES PREVENTIVES RELATIVES A LA PANDEMIE DU COVID 19

En conformité avec la note de service N°02/BL/2020 en date du 23 mars 2020 prise par le Directeur Exécutif de l'ONG ADESCO, chef de file, portant mesures préventives pour lutter contre la pandémie au COVID 19 sur le projet, en cohérence avec dispositions des autorités sanitaires, toute mission se déroulant en cette période de pandémie doit se faire sous le respect strict des mesures barrières et autres dispositions afférentes à la pandémie au COVID 19. L'équipe de projet veillera à la stricte application des mesures.

14. Du respect des principes et des politiques

L'ONG ADESCO est engagée pour la sauvegarde des enfants et jeunes ainsi que des adultes vulnérables. L'ONG ADESCO pratique une tolérance zéro à la fraude, la corruption, le harcèlement, la maltraitance, l'exploitation et le trafic d'êtres humains. Ainsi, relativement à cette activité, toutes diligences sont prises pour le respect scrupuleux des politiques et principes visés. Ses membres, ses employés, ses partenaires, fournisseurs, prestataires s'engagent à respecter ces politiques et les mettre en application.

Fait à Lomé, le 27 août 2021



Le Directeur Exécutif de l'ONG ADESCO
Chef de file du Mouvement Pro-SSR

M. DATAGNI Nadzombé

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

Objet du marché : Sélection d'un cabinet/consultant d'expertise pour l'audit des états financiers de et comptable du projet « Engagement de la Société Civile pour la Promotion de la Santé, Droits Sexuels et de la Reproduction pour Tous au Togo »

Je, soussigné,

agissant au nom et pour le compte

au capital de :, Adresse du siège social de la société :

.....,

affilié (e) à la Caisse de prévoyance sociale :.....sous le n° , inscrite

au registre du commerce pays (ville) sous le n° ; Matricule fiscal :

.....

.....

Déclare sur l'honneur :

1. disposer des ressources humaines et financières nécessaires pour la réalisation de la mission dans les conditions fixées par le dossier de candidature et m'engager à remplacer chaque membre de l'équipe, en cas d'empêchement, par un profil au moins équivalent ;
 2. n'être pas en liquidation judiciaire et ne pas faire l'objet d'aucune poursuite judiciaire pour quelques motifs que ce soit ;
 3. ne pas faire l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée par l'Ordre des experts comptables ;
 4. m'engager dans le cas où ma candidature est retenue, à souscrire aux polices d'assurance nécessaires et suffisantes, pour couvrir, tous les risques découlant de mon activité professionnelle (7) ;
 5. m'engager à ne pas recourir, par moi-même ou par personne interposée, à des pratiques pouvant être qualifiées de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
 6. m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent appel d'offre
 7. m'engager dans le cas où ma candidature est retenue, à respecter les procédures en vigueur à l'OSC ainsi que l'obligation de réserve et du secret professionnel pour tous les faits et/ou informations que j'aurais à connaître.
- **certifie** l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
 - **reconnais** avoir pris connaissance que l'imprécision des informations contenues dans notre offre et/ou le non-respect des conditions de participation, sont des causes de rejet de notre candidature.

Fait à.....le.....

Signature et cachet